Le déni

Dominique Cadilhac

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jso/479>

DOI : 10.4000/jso.479

ISSN : 1760-7256

Éditeur

Société des océanistes

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2005

Pagination : 173-180

ISSN : 0300-953x

Référence électronique

Dominique Cadilhac, « Le déni », *Journal de la Société des Océanistes* [En ligne], 120-121 | Année 2005, mis en ligne le 02 juillet 2008, consulté le 26 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jso/479> ; DOI : 10.4000/jso.479

MISCELLANÉES

Le déni

par

Dominique CADILHAC*

Pour les habitants des îles Marquises, le 23 mai est désormais une date anniversaire. En effet, ce jour-là disparaissait en 2002, sans laisser aucune trace, au-dessus des Tuamotu et dans l'avion qui le transportait avec un autre homme politique polynésien de très grande stature, Boris Léontieff, celui qui était devenu pour eux beaucoup plus qu'un leader politique incontesté : **Lucien Kimitete**. Même si certains d'entre eux ne partageaient pas toutes ses idées, pour tous il les représentait. Seuls ceux qui ont vécu au milieu de cette population – et j'ai été administrateur dans ces îles de 1994 à 1996 –, peuvent comprendre le drame que cette disparition représente pour elle.

Ce troisième anniversaire est particulièrement significatif car il survient après une année riche en événements importants pour la Polynésie française. Et, même si certains membres de l'équipe qui entoure le nouveau Président de ce pays d'outre-mer se sont empressés de revêtir les mêmes oripeaux que leurs prédécesseurs, il y a bien rupture totale avec le système qui a prévalu pendant ces vingt dernières années.

La rupture est aussi ailleurs dans ce territoire. Je veux parler des archipels dits "éloignés", c'est-à-dire de ceux qui ne font pas partie des îles de la Société, tout particulièrement de celui des îles Marquises. À l'occasion des événements qui sont intervenus pendant toute une année, leurs habitants ont pu se rendre compte à quel point leurs bulletins de vote n'étaient que ceux de "supplé-

tifs" utiles à conforter une majorité, voire occasionnellement quand elle est trop fragile d'aider à la renverser ou bien même de concourir à en former une autre toute différente de celle qui avait servi à ce changement. Mais là où se situe la vraie rupture pour eux, c'est qu'ils se sont rendus compte, très concrètement cette fois, que dès lors qu'il s'agit d'une question d'importance, celle notamment de décider de leur destinée, toujours ils seront tenus à l'écart par les choix que pourront faire leurs compatriotes et leurs familles de Tahiti.

Maintenant, certains se prennent à douter de l'utilité de leur vote, mais aussi à douter tout court.

S'il y a plusieurs réponses possibles, l'important est, surtout, de poser d'abord la bonne question devant ce qui peut paraître un véritable problème.

*

Hina est née et vit à Paris. Sa maman a quitté son île natale aux Marquises il y a quarante ans et n'y est jamais revenue. Cette jeune femme est venue en 1995 découvrir l'archipel et sa famille. À cette occasion, elle y a retrouvé une partie de sa parentèle et maintenant, certains d'entre eux viennent les voir en métropole ou s'y trouvent pour des raisons professionnelles. Lors de mon séjour à Taiohae, j'ai eu l'occasion de rencontrer

* Administrateur chef de la subdivision des îles Marquises (1994-1996), domi.cadilhac@lagoon.nc

Hina et son mari. Ils ont eu aussi des entretiens avec Lucien Kimitete et gardé ensuite le contact avec lui. La publication d'un ouvrage de la Société des Océanistes¹ a été l'occasion de cet échange.

Nouméa, le 23 mai 2005

Paris, le 2 décembre 2004

Dominique,

Conformément à votre suggestion, je reprends contact avec vous par mail. En fait, nous – je dis nous, car on se pose ces questions en famille et avec des amis – nous interrogeons sur l'évolution institutionnelle de l'archipel des Marquises. Lorsque nous nous sommes rencontrés à Taiohae, il y a dix ans, il était beaucoup question alors d'une demande de départementalisation au cas où Tahiti deviendrait indépendante et qui répondrait, selon certains, au vœu de la population de rester rattachée à la France et de ne plus dépendre de Tahiti. Le contexte actuel semble donner du poids à cette aspiration que, j'avoue, avoir découverte avec un certain scepticisme tant l'intérêt de la France pour les Marquises et l'attachement des Marquisiens à la métropole me paraissent sujets à débats... Concrètement, je cherche des sources écrites qui pourraient m'éclairer sur les origines d'un souhait de cette nature. Je m'interroge aussi sur les modalités d'une telle demande d'autant qu'avec le nouveau statut de la Polynésie, seule Tahiti peut choisir d'initier une procédure d'évolution institutionnelle pour cet archipel, ce qui n'est pas a priori son intérêt. Quelles sont donc les possibilités d'initiatives des Marquisiens ?

Amitiés

Hina

.... /

Nouméa, le 12 décembre 2004

Hina,

Je vais essayer de répondre au mieux de mes connaissances à la question qui fait l'objet de vos préoccupations et je m'efforcerai d'être aussi précis que possible. Comme elle sollicitait déjà votre intérêt il y a quelques années, je pense que vous n'êtes pas seulement soucieuse, vous et votre famille, d'obtenir une documentation et des références sur le sujet, mais que, comme moi, vous vous préoccupez des fondements qui peuvent amener des Marquisiens à évoquer une demande de rattachement direct à la métropole.

Effectivement cette requête est émise, depuis plusieurs décennies comme un leitmotiv par les

élus dans leurs discours aux représentants de l'État français en visite dans leur île (ministre, gouverneur, haut-commissaire). Dans les archives de la subdivision, elle apparaît dès le début des essais nucléaires pour devenir une antienne avec la création de l'institution communale. Un moment, elle a suscité l'intérêt du général de Gaulle et a engagé les militaires du CEP (centre d'expérimentations nucléaires) à réaliser, pour d'éventuels essais souterrains, des forages à Eiao au début des années 1970. Les travaux entrepris ont démontré que la structure interne de l'île ne le permettait pas.

Cette idée n'est pas une vieille lune comme pourrait le laisser penser le caractère de beaucoup de nos amis marquisiens, les rapports entre la France et le territoire et même le nouveau statut. Elle répond aux mêmes objectifs que cette autre demande de réalisation d'un aéroport international si contraire à beaucoup de fondamentaux économiques, de même que l'a été pendant bien longtemps, avant qu'elle ne soit construite, la piste de l'aérodrome de « Terre Déserte » à Nuku Hiva qui, inscrite dans le IV^e Plan dans lequel elle était identifiée, avait suscité l'ire du rapporteur communiste à la Chambre des députés. Ces demandes persistent parce qu'elles seraient les bonnes réponses à beaucoup de problèmes, d'ailleurs très anciens, auxquels est confrontée cette population et que l'on pourrait résumer par : **qu'allons-nous devenir ?**

Je m'attacherai en préalable, et parce qu'il contient, de manière plus palpable, des éléments très concrets, au problème du fameux aéroport international. Pour cela, il est heureux que vous ayez eu entre les mains les écrits de ce Monsieur de Marans qui fut vice-résident à Atuona vers 1888 pour vous rendre compte de la facilité avec laquelle cet archipel, pendant une certaine période, a pu disposer de moyens de communication aisés avec tout le reste de la zone Pacifique. Ces facilités ont rapidement disparu en raison des dispositions prises par l'administration pour instaurer le monopole de Tahiti.

Ce n'est qu'après l'ouverture de la ligne des Messageries maritimes en 1923, entre Marseille et Papeete et avec un arrêt à Taihoae, que ces îles connaîtront, avec le coprah, un réel essor économique et démographique. La guerre interrompit la liaison. Lors de sa reprise, l'escale de Taihoae sera oubliée. Il faudra plus de douze années aux élus marquisiens pour obtenir son rétablissement. Ils n'auront gagné que dix années puisque cette ligne cessa définitivement d'être exploitée

1. NDLR. La publication de l'ouvrage de Testard de Marans (2004).

vers 1970, faute de passagers trans-Pacifique, les voyageurs empruntant désormais l'avion.

Voilà pourquoi les anciens et les élus m'ont toujours parlé, avec de profonds regrets, de cette époque bénie où les Marquisiens pouvaient vendre leur coprah 40 % plus cher et acheter les produits 40 % moins chers. Évidemment, la comparaison avec la situation actuelle se passe de tout commentaire. Sauf qu'à nouveau, ils continuent – moins qu'avant où cela était caricatural sinon tragique – d'être les victimes désignées de la cupidité des commerçants et des intermédiaires de Tahiti dont certains « ont pignon sur rue » dans quelques grosses vallées.

Ils ont donc connu, dans le passé, des liaisons internationales. L'aérodrome de « Terre déserte » devait, lors des études préliminaires, être une piste internationale. Les études se sont poursuivies dans cette perspective (*cf.* Eiao) et celle qui a été construite l'a été en attendant. Ils savent que leur vie pourrait en être très certainement changée tandis que cette perspective tant souhaitée s'éloigne progressivement mais sûrement... Ils savent aussi pourquoi l'île de Pâques dispose, elle, d'une piste internationale.

Une incidente (importante) : ce n'est donc pas le docteur Rollin qui a sauvé la démographie marquisienne – car, si son action a été utile, elle a été bien insuffisante et a dû, comme vous pouvez vous en douter, se heurter au fatalisme de beaucoup de ses patients –, mais bien le renouveau économique et la reprise de l'immigration générés par le paquebot des Messageries.

Et, il a fallu attendre les années d'après-guerre pour que l'administration, avec les crédits du Plan Marshall (mais oui), ouvre des infirmeries dans toutes les îles, notamment celle de Hané dont vous avez sans doute pu contempler, lors de votre premier passage, les derniers vestiges avant sa reconstruction en 1995.

Tout ce préambule pour vous permettre de comprendre qu'une requête – aussi décalée qu'elle puisse paraître – d'un rattachement direct à la métropole a des fondements qui se trouvent dans le réel de l'existence de toute une population et peut paraître constituer la véritable solution permettant que quelque chose puisse vraiment changer dans ces îles.

Par ailleurs, lors de mon dernier séjour en métropole, j'ai passé beaucoup de temps à essayer de calmer les inquiétudes de mes connaissances à propos de ce qu'ils appelaient les « événements » en Polynésie. Je me suis efforcé de les convaincre que ce qui se passait ne pouvait relever que de l'évolution normale de la vie politique et sociale dans ces îles. En effet, nous, Occidentaux, si nous avons pu observer

que nos amis polynésiens vivent dans un univers marqué par le concret et le pragmatisme les plus absolus, notre culture aux assises monothéistes et construite sur des siècles d'écriture, c'est-à-dire tout ce qui relève de l'abstraction, font que nous avons bien du mal à en tirer toutes les conséquences. Voilà pourquoi nous persistons à douter du « loyalisme » de ceux que nous appelons les indépendantistes alors qu'il ne s'agit pour eux que d'être d'abord « Polynésien » tout en restant Français. En effet ils n'imaginent pas de vivre comme leurs voisins insulaires immergés dans l'univers anglo-saxon et contraints dans leur très grande majorité à l'immigration. Plus précisément, ils n'imaginent pas tout simplement, **ce schéma mental** relevant de l'abstraction et chose parfaitement ennuyeuse pour eux et sans signification. En réalité, ce que la France leur offre, c'est la possibilité d'être « Polynésien » sur leur terre. Ils s'attacheront à le réaliser le plus complètement possible, bien conscients que, de cette façon, ils éviteront à plus de cent mille d'entre eux d'avoir à émigrer vers Hawaï, la Californie ou la France. (Doumenge, 2000). Donc, à mon sens, il y a peu à redouter que l'indépendance, à échéance d'une vie humaine, soit de leur fait et que l'avenir institutionnel des Marquises, par ce biais, devienne une question qui aurait à être traitée dans l'urgence.

L'une des caractéristiques du Marquisien, qu'il faut toujours avoir présente à l'esprit, depuis toujours et encore aujourd'hui, c'est qu'il est le seul Polynésien de ce territoire qui émigre. Très généralement, jamais il ne revient vivre sur sa terre natale. Le Pomotu ou le Raromatai eux ne font que se déplacer. Le Marquisien est le seul qui soit condamné à un départ sans retour. Tout cela est le résultat de l'histoire, mais surtout de la géographie, qui font qu'aujourd'hui encore on ne peut être Marquisien que sur la terre qui vous a vu naître et qui vous porte. Or, quand les parents s'en vont, si les enfants qu'ils ont en auront entendu parler, les enfants de ces derniers eux ne savent plus. Ils ne sont plus que de parfaits Tahitiens ou Européens. Bien sûr, maintenant, ceux qui sont restés dans l'île iront rendre visite à leur famille expatriée, mais celle-ci ne se risque pas ou très rarement, même pour un court séjour, à un retour aux apparences bien redoutables (parfois justifiées).

La vie est très difficile aux Marquises, même si elle présente beaucoup d'attraits, et pour beaucoup de raisons. Il y a d'abord cet **environnement** qui oblige les humains, aujourd'hui comme hier, à adopter les caractéristiques que leur donnent ces spécificités décrites depuis qu'ils ont été abordés par les étrangers alors même qu'aujourd'hui

ils possèdent, le plus souvent, de nombreux ancêtres en provenance de derrière l'horizon. Car, en dépit de tous les mélanges survenus, il s'agit toujours de la même race avec, invariablement, les mêmes dispositions physiques et mentales décrites aux origines et qui les différencient si nettement des autres Polynésiens. Véritablement ces montagnes agissent, au niveau de la génétique, comme un creuset. Même s'il est vrai que, déjà, avant l'arrivée des Européens et à l'échelle des siècles, les migrations ont dû y être multiples. Voir les distinguos fait par les premiers découvreurs entre les Fatu Hiva – ils sont toujours les plus blonds – et les Ua Pou par exemple.

Ensuite, leurs îles, relativement grandes à l'échelle de beaucoup d'autres archipels du Pacifique, ne sont que **des montagnes**. Elles font d'eux un peuple de la terre pour lequel la mer, pourtant bien présente, n'a qu'un rôle de complément.

L'éloignement aussi, qui les isole de l'ensemble polynésien habitué aux contacts et aux échanges fréquents entre les archipels. À un point tel m'avait dit, lors de mon arrivée, Mg Le Cleach, que malgré la connaissance qu'ils avaient des autres hommes, ils ont vécu comme s'ils étaient les seuls à exister, d'où l'appellation qu'ils ont donnée à la « Terre des hommes ».

Leur isolement est encore bien réel. Il n'est jamais plus présent que dans le calme de ces crépuscules si brefs et baignés par un très grand silence, car ici pas de cris d'oiseaux qui se couchent pour venir les troubler. La chute brutale de la nuit plonge alors ces hommes et ces femmes dans une obscurité qui leur fait encore peur et qu'ils peuplent de leurs fantômes.

Cet éloignement et cet isolement leur font cultiver une violente opposition entre ce dedans qui est le leur et cet extérieur qui, bien qu'ils le connaissent maintenant, reste si attirant et en même temps si redoutable pour tout ce qui constitue leur petit univers. Ainsi, le visiteur sera très attendu mais, très vite, il peut devenir un intrus. Pour simplifier, si **ces montagnes les protègent, ils en sont aussi leurs prisonniers** car, bien que perdues au milieu de l'Océan, elles sont suffisamment avantagées par la nature pour savoir retenir des hommes et des femmes sur leur sol. Une telle situation ne peut donner lieu qu'à un mode de peuplement très fragile face à la concurrence et à la compétition avec une autre ethnie. D'où les hécatombes consécutives à l'arrivée des Européens. Mais, au cours de ces deux siècles, les survivants se sont toujours opposés aux intrus et ceux qui les ont rejoints, en deux générations, ont très vite adopté cette attitude. Leurs caractères se

sont perpétués car ils sont complémentaires aux spécificités de la géographie de ces îles qui s'imposent à tous.

Pendant ce temps, ils sont restés identiques à ce qu'ils étaient depuis les origines, toujours aussi rétifs et méprisants à l'égard de la société et des institutions que les étrangers ont voulu imposer dans leurs îles. Fascinants, irritants et si dédaigneux, car ils sont convaincus de vous voir, tôt ou tard, renoncer pour la seule raison qu'à un titre ou à un autre, vous avez vécu à l'extérieur. On peut comprendre cela en découvrant les lieux ahurissants où leurs aérodromes sont installés tandis que le seul terrain plat de l'île est ce terrain de football édifié par le bulldozer ou l'excavateur communal : des conditions de vie si extraordinaires que plus de la moitié des visiteurs de l'*Aranui* s'en retournent effrayés par celles-ci.

Leur constance à persévérer dans leur être se révèle aussi à partir des écrits des premiers découvreurs. La récurrence des comportements, depuis le début, est significative à travers la description qu'a pu en faire en 1888 ce Monsieur Testard de Marans. Pour Cook (Scemla, 1994). Mais celui qui en parle le mieux, c'est Greg Denning dans *Islands and Beaches. Discourse on a silent land: Marquesas*, édité en français en 1999 sous l'égide de l'association Eo Enata à Pirae².

Avec ces montagnes pour exister, on peut comprendre que le temps joue pour eux. Mais voilà, un peuple aussi peut disparaître. Un ancien ministre des finances de Flosse ne disait-il pas, pour refuser des crédits :

« Ils nous embêtent, on n'a qu'à les mettre à Taravao, ils nous coûteraient moins cher. »

Boutade certes ! Mais...

En effet, que peuvent-ils peser alors qu'ils sont 4 % dans la Polynésie et si distants des archipels de la Société ?

*

S'ils ont le temps pour eux, quel est leur problème ?

Ils sont **annexés** et c'est un peuple **dépossédé**. Quand Bruat, premier et dernier gouverneur des Marquises, prit ses fonctions de gouverneur à Tahiti, il venait de s'écouler un an depuis la prise de possession par Dupetit-Thouars. Cette durée a suffi pour que les Marquises se trouvent rattachées à Tahiti. Jamais jusque-là cet archipel n'avait fait partie, comme les autres, de la nébuleuse tahitienne. Émargeant au budget des EFO (Établissements français d'Océanie), le Conseil général refusera toujours de dépenser le moindre

sou pour ces îles ingrates et éloignées, toujours peuplées par des sujets de l'État français. Il faudra attendre le coprah rendu possible avec l'accaparement des terres concédées à de grandes familles tahitiennes et à des migrants européens pour qu'un faible effort budgétaire soit alors consenti.

Les premiers grands travaux consécutifs à la création du CEP ne débiteront, faute d'entreprise capable à cette époque de les réaliser dans un territoire aussi lointain, que seulement dans la seconde partie des années 1970. Annexé par un ensemble insulaire tourné essentiellement vers la mer, ce peuple de la terre est doublement coincé.

D'abord, il est piégé dans le duopole géopolitique État-territoire et il ne peut tirer profit de leur opposition qu'à la marge. Jamais, quand les intérêts majeurs de l'un des deux grands partenaires seront en cause, il ne sera question des Marquises (*cf.* le dernier statut) même si précautionneusement l'Administrateur sera à chaque fois interrogé par son haut-commissaire et son ministère avant chaque évolution statutaire.

Ensuite géographiquement, les Marquises sont confinées dans un cul-de-sac économique, contraintes et forcées de s'alimenter aux caisses du supermarché tahitien dont elles tirent 95 % de leurs ressources. Dans le même temps, seuls 40 % des crédits délégués par l'État arrivent à destination. C'est ainsi que le financement du dragage des baies de Hakahau et de Tahauku a permis la réalisation de travaux « beaucoup plus urgents » dans le port de Papeete.

Une annexion est une affaire de politique. Alors pourquoi ne bougent-ils pas pour en sortir ?

Certains s'y sont essayé. Le maire réputé d'une de ces îles, belle parce que pleine de mystère comme ces femmes peintes par Gauguin, en son temps, l'a crié haut et fort. En vain ! Sa femme, issue d'une grande famille de Huahiné a fini par l'en dissuader et, par pragmatisme, l'a convaincu de se rallier à Flosse. **Lucien Kimitete**, dans lequel un grand nombre d'entre eux, dans chacune des îles, se reconnaissaient, a tenté de le faire. À leurs yeux, il incarnait, tout à la fois, ces deux biens si précieux à l'individu pour exister : le passé et la modernité. Son existence s'est fracassée contre celle-ci et, avec sa disparition, beaucoup de choses se sont trouvées assassinées, ce qui leur rend sa disparition si troublante. C'est qu'ils sont dépossédés et complètement. Plus de la moitié d'une génération, par voie de conséquence, est toujours contrainte à émigrer chaque année vers Tahiti et au-delà.

Car les Français, pour les mettre à la raison et obtenir la paix civile, pratiquèrent ce à quoi ils

n'eurent jamais recours ailleurs, deux moyens radicaux. Ils destituèrent les chefs et ils confiscèrent des terres. Par voie de conséquence, les tribus disparaîtront en moins de vingt années. Ceux qui ne mourraient pas ont résisté avec une rare obstination, si bien qu'ils ont convertis les missionnaires dans leur religion. Mais leur nombre était plus que ridicule et les terres sont restées abandonnées tandis que les immigrants tentés, pendant la première période, par le colonat renonçaient avant la fin du XIX^e siècle.

Le début du XX^e siècle correspond à un étiage économique et démographique. C'est alors que l'administration décida de mettre en vigueur le régime juridique foncier français et de procéder à l'enregistrement des terres. Toutes celles qui ne furent pas revendiquées ont été déclarées vacantes et propriétés domaniales. Nous étions en 1903, année où un peintre agonisait à Atuona. Évidemment, seuls quelques blancs proches de l'administration, les Chinois, la mission catholique et des familles marquisiennes liées à la mission, se manifestèrent. Tous les autres apprirent plus tard qu'ils n'étaient pas chez eux. Ils n'y firent pas attention car personne n'était là pour leur disputer la terre où ils se trouvaient. Plus tard, avec la seule ressource d'avoir à travailler dans la cocoteraie qui avait tout remplacé, leurs enfants comprirent ce que cela voulait dire avec les 40 % de la récolte destinés au propriétaire qui, le plus souvent, vivait à Tahiti.

Aujourd'hui encore, les Marquises sont immensément vides, mais il existe un peu partout des clôtures, fidèlement entretenues, autour de terrains qui ne servent à rien. Alors que « la réforme foncière » a, en Polynésie, été un échec complet, ici, faute d'habitants, l'administration a récupéré la très grande majorité des terres et les a distribuées pour des sommes ridicules à des gens dont les successeurs ne s'en préoccupent plus. Il reste aussi l'immensité des terres maintenant territoriales sans faire-valoir autre, le plus souvent, que celui qui s'y est installé de son propre chef pour la faire fructifier.

Le problème foncier en Polynésie est une plaie (Panoff, 1989). Aux Marquises, c'est un drame dont personne ne vous parlera jamais, quelles que soient l'occasion et la circonstance. On m'a parlé de tout, même des choses les plus intimes, de la terre jamais, sauf des « cinquante pas du Roi » qui bordent le rivage, domaine jusqu'à il y a peu, de l'État.

Le foncier relève du monde du silence. Le mode d'appropriation imposé par l'extérieur a tout stérilisé dans ce domaine, aux Marquises, même ce savoir foncier traditionnel que continuent d'entretenir dans le plus grand secret les familles.

Il est toujours là, mais comme contraint au définitif silence dans une posture d'inutile témoignage. Il pousse les uns à émigrer et les autres qui ne sont pas propriétaires à végéter dans une silencieuse passivité que l'activité salarié ne viendra pas rompre.

Il s'agit d'un mode d'appropriation aberrant dans un univers polynésien aussi restreint, dans un endroit aussi isolé et éloigné de tout, où le mode de vie communautaire qui subsiste en dépit de la modernité est sans attache avec le sol sur lequel il reste implanté. Wallis-et-Futuna a conservé le régime de la propriété communautaire et Mayotte a gardé son régime foncier spécifique au temps de la colonisation et a pu demander son rattachement à la France en le conservant. Moi-même, j'ai administré des vallées pyrénéennes où Louis-Philippe avait rétabli en 1830 le régime des terres communautaires, incessibles et administrées par les commissions syndicales des vallées, toujours en vigueur aujourd'hui.

Le régime de la propriété privée, instauré depuis un siècle dans cet archipel, a dépossédé les communautés de leur terre. Cette mutilation explique leur incapacité à se faire entendre et reconnaître du monde extérieur (c'est-à-dire la République et son appendice local constitué présentement par l'institution territoriale). C'est pourquoi il ne peut pas y avoir pour ce petit territoire d'évolution institutionnelle. En effet, ses habitants ont perdu toute capacité à disposer de la moindre parcelle du pouvoir politique, car ils sont dépourvus, maintenant, de ce bien qui leur est indispensable pour exister comme peuple : la terre.

Dans ces conditions, le moindre aéroport international – si jamais cet équipement devait être réalisé, ce qui est peu probable dans l'environnement géopolitique qui prévaut depuis quelques décennies – aurait, à moyen terme sur ces populations, les mêmes conséquences que le jaillissement d'un champignon atomique en drainant vers leurs îles des prédateurs autrement plus voraces que les immigrants et les personnes de l'extérieur, propriétaires des cocoteraies en 1923.

S'agissant des Marquises, on a pris pour habitude, c'est plus confortable pour l'esprit, de parler du drame au passé. Celui-ci poursuit cependant sa marche aux aspects, maintenant, heureusement moins meurtriers mais avec toujours les mêmes conséquences. Il s'agit de cette béance constituée entre l'identité communautaire et la vision que l'extérieur a imposé dans la relation au sol, avec des propriétaires privés qui restent pour la plupart en indivision et se borne-

ront à transmettre une terre – dont ils ne sont que des gardiens – à une descendance qui restera confinée comme eux dans le déni institutionnel et la dépossession.

Oui, j'ai vraiment vécu là-bas avec, en permanence, le sentiment si palpable que **l'Histoire** s'est arrêtée dans cet archipel, phénomène aussi actuel que la description qu'ont pu en faire mes lointains prédécesseurs. Car, si cette Histoire est encore bien vivante, elle **est figée** depuis longtemps tout en restant partie prenante de ce qui constitue leur identité et, qu'à leur insu, ils révèlent à tout observateur de l'extérieur, un tant soit peu attentif. Le chanteur l'avait aussi ressenti et si bien exprimé par ces mots : « le temps s'immobilise aux Marquises ».

*

Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre et les hommes peuvent toujours défaire ce que d'autres hommes ont fait. Quand je suis parti, je pensais pouvoir, à cause de ce qui s'y passait alors et malgré les doutes que certains ne manquèrent pas d'exprimer, être définitivement rassuré quant à leur devenir. Depuis le 23 mai 2002, je suis convaincu du contraire et ceux que je revois continuent de me dire, comme avant : « Il ne se passe toujours rien aux Marquises... que rien ne change et que rien ne peut changer ».

Si les menaces qui pèsent sur eux sont encore bien réelles, j'observe pour ma part qu'un pays comme la Pologne a pu être rayé de la carte de l'Europe pendant plusieurs siècles avant de renaître et, qu'aujourd'hui, en Nouvelle Calédonie, les descendants des déportés des insurrections kabyles de 1870 sont fêtés et honorés par leurs familles, restées là-bas, quand ils retournent en Algérie visiter la terre natale de leurs ancêtres. Tout cela à cause de l'Histoire et chaque peuple a une Histoire qui lui est propre. Aux Marquises aussi ! Je ne veux pas parler de celle forgée par les spécialistes qui résident à Tahiti ou ailleurs, mais de celle parfaitement authentique écrite par les habitants de ces îles et leurs colonisateurs. Elle semble bien ignorée de tous : des étrangers, car à travers elle la « civilisation » ne peut être mise en scène ; des locaux, car elle est écrite et pourrait faire injure au patrimoine oral commun à ceux qui vivent aujourd'hui.

Depuis peu de temps, lors de mes recherches au centre Tjibaou, à Nouméa, j'ai découvert cette notion océanienne propre à la science généalogique des peuples du Pacifique sud : le temps cyclique de la quatrième génération. La quatrième génération reproduit toujours la première. C'est-à-dire, concrètement, que vous êtes la réitération de la grand-mère de votre maman,

comme celle-ci peut l'être aussi de la grand-mère de sa mère et ainsi de suite.

C'est la huitième génération qui m'intéresse. Car c'est elle qui, il y a un peu plus d'un siècle, possédait cette *carte d'individualité* dont on parle dans les écrits. Or, lors de mon séjour aux Marquises, j'ai pu approcher une partie de cet état-civil de l'époque tenu alors par les gendarmes et aujourd'hui devenu inutile après la disparition des colonisateurs comme beaucoup de choses de ces îles.

Dès la prise de possession, les Français ont fait ce que toujours ils se sont plu à réaliser partout où ils sont passés : des routes, des écoles... mais aussi, ce qui fut si facile dans ces îles recluses, un état civil et des recensements. Cet état civil fut mis en œuvre très tôt et confié aux gendarmes car il y avait, aux côtés des citoyens européens, à identifier et à contrôler ceux qui étaient alors des sujets très turbulents. Évidemment, en 1946, tout cela fut remplacé par les cartes d'identité, pris en charge à la subdivision et l'état civil confié aux districts.

Lors de mon arrivée, le chef de brigade d'Atuona m'a montré toutes les archives de l'état civil de la colonisation du groupe sud, commencé dès le début et généralisé après l'occupation de 1880, sans que je puisse me douter alors de ce qu'il représentait véritablement. Dans le nord, cette affaire avait débuté beaucoup plus tôt. Ces archives étaient entreposées là, soigneusement classées, groupées et protégées. Ils les gardent parce qu'ils font toujours fonction de notaires aux Marquises. Personne, et par chance aucun autre service, ne les a réclamées. Elles restent oubliées depuis que le résident en poste à Atuona a été remplacé en 1946 par l'administrateur nommé à Taiohae. Dans ces registres, figure depuis des décennies qui est qui, le père, la mère, la famille, la vallée avec la terre d'appartenance du clan, la date de la naissance et le décès. Vous connaissez les qualités requises d'un gendarme pour identifier un individu et le goût prononcé des Marquisiens pour toutes les procédures. Ces documents sont **des actes généalogiques authentiques et des titres de propriété**, car ils mentionnent la terre de naissance « occupée » par le clan. Des terres dont la succession n'a jamais été ouverte et qu'un simple arrêté a plus tard déclaré en déshérence et capté. Ils existent aussi au nord puisque Yvonne, à Hatiheu, m'a montré ceux de son district, récupérés auprès des gendarmes de Taiohae par son père qui était en 1946 le chef de district et conservés précieusement dans sa petite mairie. L'état civil entreposé au centre des archives d'outre-mer est incomplet et beaucoup plus factuel, extrait de ce travail fait sur le terrain. Il

resterait à s'inquiéter pour celui de Ua Pou, Ua Huka, Taihoae et Taipivai.

Or, si la plupart des Marquisiens d'aujourd'hui sont aussi issus d'ethnies en provenance de l'extérieur, **ils ont à peu près tous en commun d'avoir à un titre ou à un autre un ou une ancêtre de cette huitième génération** d'où sont nés ceux qui les ont précédés et dont ils sont les descendants. Je pense qu'il y a là un travail de mémoire à entreprendre. Il devrait leur permettre de métaboliser ce passé qui, actuellement, exsude silencieusement de leur manière d'être au monde et d'intégrer, pour leur profit, cette modernité offerte par le monde extérieur. Présentement, elle n'est qu'en représentation dans leurs îles qu'ils doivent quitter pour en devenir des acteurs. Mais, il s'agirait surtout, pour eux, de **se réapproprier**, d'une manière ou d'une autre, **le sol**, élément indispensable pour leur rendre cette possibilité de se faire entendre et mettre ainsi fin à ce qui ne pourrait être, au bout du compte, que **la très longue agonie de ce que dans l'isolement leurs ancêtres avait su créer : un peuple**.

Les générations actuelles porteraient une lourde responsabilité si elles affectaient de ne pas reconnaître la valeur patrimoniale de ces archives généalogiques. Elles sont ce passé qui pourrait être la clef de leur avenir et, s'il faut à l'ignorance – cette ultime protection contre le malheur – un certain temps pour avoir sa propre justification, celui de la connaissance doit s'imposer tôt ou tard. Car, s'il nous est très difficile d'apprécier avec exactitude la puissance de l'oralité dans ce qui constitue leur lien social, pareillement, ils sont rendus muets par leur scepticisme devant la capacité d'écrits – ils racontent aussi crûment leur Histoire – à construire de nouveaux rapports avec l'extérieur : Tahiti, la métropole ou tout autre rivage. Ces documents, pourtant, contiennent tous les éléments qui devraient leur permettre de faire cesser le mutisme de cette part d'eux-mêmes dont la résolution à se taire est si évidente et sortir enfin de ce déni dont ils sont les victimes depuis plus d'une centaine d'années. Sans qu'ils s'en doutent, ces documents parlent d'eux avec précision, car ils ne cessent de raconter la vie de leur peuple pendant plusieurs décennies, c'est-à-dire de ceux-là même dont ils affectent de penser qu'ils étaient des autres.

Ces écrits ont été rédigés à partir des dires de leurs anciens pour se nommer et se situer, seuls moyens alors pour eux d'être reconnus par le colonisateur. Non, il ne s'agit pas d'étrangers comme les vivants aimeraient, parfois et c'est humain, le croire pour mieux les oublier et parler à leur place d'un passé qui les exonérerait d'avoir

à être responsable d'ancêtres titulaires alors du droit éminent sur le sol.

Pour ma part, je suis persuadé que ce long et douloureux travail devrait leur donner, sans nul doute, les moyens de parvenir à une remise en cause de ce régime foncier qui prive leurs communautés de la propriété et de l'usage de leur terre, mais surtout de toute réelle perspective quant à leur avenir.

Mais, Hina, vous vous sentez sans doute concernée ?

Pardon, arrêtons-nous là. Je crains de devenir indiscret.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- DENING Greg, 1999 (éd. française). *Islands and Beaches. Discourse on a silent land: Marquesas, Pirae, Eo Enata*.
- DOUMENGE François, 2000. *L'outre-mer français*, Paris, Armand Colin, coll. Para universitaire.
- PANOFF Michel, 1989. *Tahiti métisse*, Paris, Denoël.
- TESTARD DE MARANS Alferd, 2004. *Souvenir des îles Marquises. Groupe Sud-Est. 1887-1888*, Paris, Publications de la Société des Océanistes 48, 212 pages + 12 pages photos couleurs.
- SCEMLA Jean-Jo, 1994. *Le voyage en Polynésie. Anthologie des voyageurs de Cook à Segalen*, Paris, Robert Laffont, coll. Bouquins